**Universités: trois leurres**

Rémy Prud'homme[1]

23.1.2007

Que de médecins penchés sur nos pauvres universités ! En quelques semaines on aura vu le MEDEF, la Cour des Comptes, les candidats à la Présidence, et même le ministère de l'Enseignement Supérieur, se presser au chevet du malade. Sur l'ordonnance de nos guérisseurs, trois remèdes : regroupements, autonomie, professionnalisation. Trois leurres.

1) La stratégie des regroupements ressort à la plaisanterie. L'Université de Shanghai classe les universités du monde sur la base des publications de leurs professeurs. Il est désastreux pour les universités françaises. Comment faire meilleure figure ? En regroupant des universités en PRES (Pôles de recherche et d'enseignement supérieur) et en invitant les professeurs à signer leurs articles du nom de leur PRES et pas du nom de leur université. Qui peut croire que les chercheurs de Shanghai, qui comparent des universités à peu près semblables en taille (de 20.000 à 30.000 étudiants) ne vont pas s'apercevoir de cette tricherie comptable ? D'ailleurs, si l'idée est bonne, pourquoi pas une seule « Université de France ». En nombre de publications, elle battrait Cambridge ou Berkeley.

Plus généralement, croire que le regroupement fait la force en matière universitaire, c'est confondre l'enseignement-recherche avec la sidérurgie ou la banque. Les premiers du classement de Shanghai sont des universités de 20.000 étudiants. Cela n'empêche pas la Cour des Comptes qui a dénombré 17 universités en Ile de France de dénoncer vigoureusement cet « éparpillement », et de rêver d'une Université de Paris unique, comme au bon temps d'avant 1968. Un tel monstre de quatre cent mille étudiants, parfaitement ingérable, serait bien entendu dans quelques années vivement critiqué par la Cour des Comptes pour son gigantisme.

2) Le deuxième slogan à la mode, c'est l'autonomie des universités. Pas un homme politique, un groupe d'études du MEDEF, qui ne voit là un remède miracle —et bon marché. Il est vrai que les universités françaises n'ont pratiquement pas d'autonomie. Mais la plupart de ceux qui sont partisans de davantage d'autonomie ne veulent pas toucher à ce qui la limite. Le pouvoir de choisir ses étudiants : mais ce serait introduire la sélection : quel mot horrible. La possibilité de créer des diplômes nouveaux : la Cour des Comptes s'indigne assez du laxisme

---

[1] Professeur (émérite) à l'Université Paris XII, a souvent enseigné au MIT.

du ministère qui en autorise bien trop à son gré. Le choix des professeurs et de leurs salaires : vous n'y pensez pas.

Ces réticences ne sont d'ailleurs pas injustifiées. Il ne peut pas y avoir d'autonomie sans responsabilité. Pour les universités, il faut choisir entre le modèle administratif, qui est le modèle actuel, et un modèle libéral, dont personne ne veut en France. Chacun de ces systèmes a des avantages et des inconvénients. Mais c'est se leurrer que de croire que l'on peut avoir les avantages de l'autonomie sans avoir en même temps les disciplines de la responsabilité. Plus d'autonomie dans le cadre actuel, avec des responsables élus sur listes syndicales politisées, c'est au mieux un cautère sur une jambe de bois, au pire des universités latino-américaines.

3) Le troisième remède en vogue, c'est la professionnalisation. Il nous faut des universités produisant des étudiants prêts-à-employer. C'est la principale préconisation du docteur MEDEF, et elle rencontre un écho favorable à gauche. « Projet professionnel » dès l'entrée à l'université, « pédagogie en alternance », et nomination de professionnels en tant que professeurs associés. Là encore, fausses pistes.

Tout le système universitaire français repose déjà sur la professionnalisation. A dix-huit ans, le jeune Français se voit proposer des facultés de médecine qui produisent des médecins, des facultés de droit qui produisent des juristes, des écoles de commerce qui produisent des commerçants, des écoles d'architecture qui produisent des architectes, etc. Rien de tel aux Etats-Unis, le pays des universités bien classées à Shanghai. Tout le monde commence par quatre années d'études généralistes, sans aucune finalité professionnelle (« college »). C'est ensuite seulement que ceux qui le souhaitent et le peuvent vont dans des « graduate schools » spécialisées dans des disciplines débouchant sur des métiers.

Pourquoi un système qui ne vise pas l'emploi atteint-il mieux sa cible qu'un système qui ne pense qu'à ça ? Parce qu'on ne peut pas prévoir trente ans à l'avance la demande de talents et de connaissances et définir en conséquence des filières de formation. C'est là une illusion de planificateur soviétique. Des nostalgiques du Gosplan au SNES-Sup, on comprend, mais au MEDEF, cela surprend. Tout ce que l'on peut prévoir, c'est que des métiers et des savoirs nouveaux apparaîtront, qui ne peuvent absolument pas s'enseigner aujourd'hui. On aura donc surtout, et de plus en plus, besoin de gens capables d'apprendre et de comprendre. C'est ce à quoi une formation générale (mathématiques, littérature, etc) prépare mieux qu'une formation professionnalisante. C'est surtout ce à quoi prépare une formation de qualité. La solution n'est pas à chercher dans le contenu, mais dans le niveau. S'il n'y a pas de chômeurs parmi les anciens élèves de Stanford (college), ça n'est pas parce qu'ils y ont

appris des métiers —ils n’ont rien fait de tel— mais parce qu’ils y ont eu d’excellents professeurs et de parfaites conditions de travail.

La professionnalisation préconisée ne fera bien entendu rien pour élever le niveau des universités, augmenter le nombre et la qualité des publications et des recherches de leurs professeurs. Aucun progrès dans le classement de Shanghai à en attendre. Nommer des professionnels comme professeurs associés c’est sympathique, mais aucune des universités enviées ne fait cela. On trouve bien des « professionnels » dans les couloirs du MIT, mais ils viennent pour s’instruire, pas pour enseigner. Eh oui, il y a des pays où l’on respecte le savoir autant que le pouvoir.

(5000 caractères)